

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le **16 FEV. 2009**

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Société LAMBERT TRANSPORTS ET  
TRAVAUX PUBLICS SAS  
BP 51 CONFLANS SUR ANILLE  
72120 SAINT CALAIS

Demande d'autorisation d'exploiter une carrière  
de sable crayeux au lieu-dit « La Lorrière » à  
SAVIGNY SUR BRAYE

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet de Loir et Cher**

Monsieur , agissant en tant que Président de la SAS LAMBERT a sollicité de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, l'autorisation d'exploiter une carrière de sable crayeux sur le territoire de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 13 mai 2008 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 22 mai 2008.

**Sommaire du rapport :**

I/OBJET DE LA DEMANDE	2
I1/Nature et volume des activités	2
I2/Le Pétitionnaire	2
I3/Description de l'établissement	2
II/PROCEDURE D'INSTRUCTION	3
II1/Enquête publique	3
II1a/Avis du commissaire enquêteur	3
II2/Avis des municipalités et des services	4
II2a/Avis du conseil municipal de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE	4
II2b/Avis du conseil municipal de la commune de SARGE SUR BRAYE	4
II2c/Avis du conseil municipal de la commune de MAROLLES LES SAINT CALAIS	4

II2d/Avis du SDIS	4
II2e/Avis du SIDPC	4
II2f/Avis de la DDASS	5
II2g/Avis de la DIREN	5
II2h/Avis de la DRAC	5
II2i/Avis du SDAP	5
II2j/ Avis de la DDEA	5
II2k/Avis du conseil général	5
III/MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	5
III1/Eau	5
III2/Air	6
III3/Bruit	6
III4/ Risque d'entraînement de boue	6
III5/Déchets	6
III6/Trafic	6
III7Effets sur la santé	7
III8/ Impact paysager	7
III9/Remise en état	7
III10/Garanties financières	7
IV/AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR - PROPOSITION	7

## **I. OBJET DE LA DEMANDE**

### **I.1. Nature et volume des activités**

Rubrique	Intitulé	Régime(*)	Capacité	RA(*) (km)
2510-1	Exploitation d'une carrière	A	Production annuelle moyenne : 76 000 t Production annuelle maximum : 133 000 t	3
2517	Station de transit de matériaux	NC	< 15 000 m <sup>3</sup>	-

(\*) A : Autorisation D : Déclaration NC : Non classable RA : rayon d'affichage.

### **I.2. Le pétitionnaire**

La société à actions simplifiées LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS exploite des carrières dans le département de la Sarthe voisin du Loir et Cher et a respecté ses engagements notamment en matière de remise en état des sites.

Raison sociale de la personne morale : SAS LAMBERT TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS

Forme juridique : Société par Actions Simplifiées

Capital : 53 200 €

Siège social : Le Champ du Perray 72120 CONFLANS SUR ANILLE

N° de SIRET : 397 497 769 000 42

Code APE : 4312A

### **I.3. Description de l'établissement**

#### **I.3.a. Activité**

Il s'agit d'ouvrir une carrière de sable crayeux (craie turonienne). Les matériaux seront extraits à sec au moyen d'engins lourds (pelle hydraulique). Il n'y aura pas de premier traitement des matériaux ni de stockage d'hydrocarbures sur le site. Un stockage temporaire de matériaux sera constitué (< 15 000 m<sup>3</sup>)

### I.3.b. Caractéristiques de la carrière

La carrière est sise sur le territoire de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE au lieu-dit « La Lorrière ». L'emprise du projet ~~avec l'extension~~ a une superficie totale de 9 ha 07 a 80 ca dont 5 ha 90 a 16 ca effectivement exploitables.

Il est à noter, que pendant la procédure, une modification parcellaire est intervenue. La modification est minime et ne concerne qu'une surface de 490 m<sup>2</sup> en limite de projet, dans une zone qui ne sera pas exploitée. Elle n'affecte donc pas de manière notable le projet. Le nouveau plan parcellaire sera annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les parcelles concernées par le projet sont cadastrées section XR n° 32 et 66.

Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert II étendu) X= 485,589 km et Y=2322,380 km.

L'épaisseur du matériau varie entre 0 et 15 m. L'épaisseur moyenne des terres de découverte est de 0,3 m et des stériles est de 1,5 m.

La production annuelle moyenne prévue est de 76 000 t et la production annuelle maximale prévue sera de 133 000 t.

La cote des terrains varie entre 85 m et 105 m NGF.

Il n'est pas prévu d'installer une unité de traitement des matériaux sur le site.

## **II. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### II.1. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2008-268-12 du 24 septembre 2008. Elle s'est tenue en mairie de SAVIGNY SUR BRAYE entre le 20 octobre et 20 novembre 2008 inclus. L'affichage de l'enquête publique concernait la commune de SAVIGNY SUR BRAYE.

Dix personnes sont venues consulter le dossier et quatre observations ont été portées sur le registre d'enquête. Elles concernaient les points suivants :

- Bruit (notamment le dispositif de recul des engins),
- Poussières,
- Danger dus à la circulation des camions,
- Dégradation du paysage,
- Risque de boue sur les routes,
- Risque de dégradations aux habitations,
- Modification du niveau d'eau dans les puits avoisinants,
- Dépréciation des biens situés à proximité de la carrière.

Le pétitionnaire a rencontré les déposants et s'est entretenu avec chacun d'entre eux et leur a détaillé le projet en apportant des garanties sur les précautions que prendra l'entreprise pour limiter les nuisances. Ces éléments sont détaillés dans l'étude d'impact et sont rappelés ci-après au paragraphe III.

### II.1.a Avis du commissaire enquêteur

Le 19 décembre 2008, le commissaire enquêteur, après avoir noté que les avantages de cette opération, notamment aux plans de l'aménagement du territoire, de l'activité économique et de l'emploi, l'emportent sur les inconvénients qu'elle générera, a émis un avis favorable assorti des réserves suivantes :

- L'arrêté devra tenir compte de la réduction de la surface,
- Afin d'éviter toute contestation ultérieure, préalablement au début de l'exploitation, un huissier devra constater l'état des bâtiments riverains du projet de carrière,

- Un relevé contradictoire du niveau d'eau dans les puits des propriétés riveraines devra être effectué avec les propriétaires dès la délivrance de l'autorisation d'exploiter,
- La société SAS LAMBERT TTP devra s'engager à respecter les délibérations des conseils municipaux de SAVIGNY SUR BRAYE et MAROLLES LES SAINT CALAIS.

Réponse du pétitionnaire : Il s'est engagé, pour sa part, à lever ces réserves et s'est engagé, par courrier en date du 4 décembre 2008 à :

- faire un constat de l'état des lieux par un huissier, préalablement au début des travaux d'exploitation,
- les puits feront l'objet d'un suivi particulier,
- les demande des conseils municipaux seront satisfaites.

Service instructeur : La modification de la surface a été prise en compte.

## **II.2. Avis des municipalités et des services**

### **II.2.a Avis du conseil municipal de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE**

L'avis du conseil municipal est **favorable** sous réserve que le trafic de camions ne passe pas dans le bourg et les éventuelles dégradations dues aux passages des camions soient pris en charge par le pétitionnaire (portion comprise entre le pont de Bonne Houche VC17 et la RD 5).

Réponse du pétitionnaire : Le pétitionnaire s'est engagé à donner satisfaction au conseil municipal de cette commune.

### **II.2.b Avis du conseil municipal de la commune de SARGE SUR BRAYE**

L'avis du conseil municipal est **favorable** sans observation

### **II.2.c Avis du conseil municipal de la commune MAROLLES LES SAINT CALAIS**

L'avis du conseil municipal est **favorable** en souhaitant qu'une convention soit signée entre la commune et le pétitionnaire pour ce qui concerne l'utilisation des voies communales.

Réponse du pétitionnaire : Le pétitionnaire s'est engagé à donner satisfaction au conseil municipal de cette commune

### **II.2.d Avis du SDIS**

- ❖ Disposer à bord des engins de chantier, d'extincteurs appropriés aux risques à défendre. Maintenir en bon état et vérifier périodiquement les extincteurs.
- ❖ Etablir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, qui seront diffusées à tous les membres du personnel.
- ❖ Prévoir un moyen permettant d'alerter les secours (tel 18 ou 112) dans les plus brefs délais.
- ❖ Interdire l'accès au site à toute personne étrangère à l'exploitation.
- ❖ Respecter toutes les autres dispositions prévues dans le dossier et non reprises dans cette étude.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : Les observations formulées par ce service seront prises en compte.

### **II.2.e Avis du SIDPC**

L'avis de ce service ne nous est pas parvenu.

## **II.2.f Avis de la DDASS**

Après avoir noté que la qualité des eaux souterraines et les niveaux sonores feraient l'objet d'un suivi annuel, ce service a émis un avis favorable sous réserve qu'une précision soit apportée au niveau de l'émergence du niveau sonore engendré par le fonctionnement de l'installation au plus proche du lieu-dit « La Lorrière Sud ».

### Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire :

Il rappelle qu'il n'y aura pas d'installation de premier traitement sur le site. Toutefois une nouvelle modélisation des émergences sonores a été réalisée en situant l'engin d'extraction au plus près du lieu-dit précité. Compte tenu de la présence du merlon et des caractéristiques de l'engin utilisé, il est établi que l'émergence réglementaire sera respectée.

## **II.2.g Avis de la DIREN**

La Direction Régionale de l'Environnement a émis un avis favorable après avoir relevé certaines caractéristiques du dossier d'une part et de respecter les dispositions suivantes :

- soit limiter le carreau de l'exploitation à la cote de 87 m NGF,
- soit, dans l'hypothèse du maintien de cette cote d'extraction à 85 m NGF, de procéder à un remblaiement plus conséquent de manière à atteindre cette cote finale de 87 m, tout en se raccordant en limite Est de la zone d'extraction au niveau du terrain naturel.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : L'exploitation sera réalisée jusqu'à la cote 85 m NGF, toutefois la cote de fond de fouille sera ramenée à la cote 87m NGF par apport de matériaux inertes, soit 3 m minimum des plus hautes eaux connues. Les terrains remblayés seront raccordés au terrain naturel selon une pente de 8 %.

## **II.2.h Avis de la DRAC**

Ce service indique que ce dossier ne fera pas l'objet de prescriptions archéologiques. Il rappelle que toute découverte fortuite pouvant intéresser l'archéologie devra faire l'objet d'une déclaration au maire de la commune.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : L'exploitant a bien pris en compte l'observation formulée par ce service.

## **II.2.i Avis de SDAP de LOIR ET CHER**

Avis favorable sans observation.

## **II.2.j Avis de la DDEA**

Ce service émet un avis favorable après avoir noté que l'extraction était prévue hors de la nappe.

## **II.2.k Avis du Conseil Général**

Le conseil général a émis un avis favorable après avoir noté qu'aucune route départementale n'est impactée par l'ouverture de la carrière et, que le supplément de circulation de camions ne présente pas de difficulté particulière.

Le pétitionnaire devra veiller à ce que les circuits des poids lourds tels que prévus au dossier soient respectés et que les camions ne traversent pas l'agglomération de SAVIGNY SUR BRAYE.

## **III. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT**

### **III.1. Eau**

### Eaux de surface

Le réseau hydrographique local est constitué par le ruisseau de Bonnouche affluent de la BRAYE dont le lit mineur se trouve à 200 m du projet de carrière.

Le site de la carrière, qui est en dehors de la zone inondable, appartient au bassin versant de la BRAYE et plus particulièrement au bassin rive droite.

Il n'y aura pas d'installation de premier traitement.

### Eaux souterraines

Les risques de pollution liés à l'exploitation, sont engendrés par la présence de l'engin d'extraction et des véhicules à moteurs thermiques (carburant et huiles hydrauliques) desservant le site.

Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. L'approvisionnement de l'engin en carburant et l'entretien courant seront réalisés sur une aire étanche dotée d'un séparateur à hydrocarbures.

Les remblais qui seront admis sur le site seront inertes et feront l'objet d'un suivi (traçabilité des apports et localisation sur la carrière). Un réseau de surveillance de 3 piézomètres sera implanté sur le site.

### **III.2. Air**

En matière de rejets atmosphériques, les principales émissions sont liées aux véhicules circulant sur le site et le desservant. Un arrosage des pistes est prévu en cas de besoin.

### **III.3. Bruit**

Le travail ne sera effectué qu'en période diurne de 7h00 à 18h00 (20h00 maximum ) du lundi au vendredi.

Les habitations les plus proches sont situées à 50 m du projet.

En matière d'émissions sonores, les mesures effectuées montrent que les valeurs maximums du niveau sonore en limite du projet et d'émergence réglementaire de 6 dB(A) devraient être respectées en réalisant notamment des merlons périphériques. Compte tenu de la proximité des habitations les plus proches, un suivi précis de l'évolution des niveaux sonores sera réalisé.

L'exploitant propose de faire une campagne de mesures des niveaux sonores à la mise en route des installations. Si les résultats des analyses acoustiques montrent que des mesures complémentaires étaient nécessaires, l'exploitant est disposé à lancer une étude et prendra toutes les dispositions compensatoires qui s'avèreraient nécessaires en concertation avec les riverains.

### **III.4. Risques d'entraînement de boue**

Une voie de circulation en enrobé sera aménagée sur 100 m environ, à l'intérieur du site. Si cette mesure n'était pas suffisante, un laveur de roues sera alors installé.

### **III.5. Déchets**

Le fonctionnement de la carrière n'engendrera que peu de déchets. Les déchets, dus à la présence du personnel, seront collectés et dirigés vers la déchetterie proche ou ramassés par la commune. Les déchets spéciaux seront pris en charge par des entreprises spécialisées.

### **III.6. Trafic**

La desserte de la carrière sera assurée par la voie communale n°9 pour rejoindre la RD56.

Le trafic propre à la carrière représentera 14 véhicules (camions avec ou sans remorque) soit 24 passages par jour.

### **III.7. Effets sur la santé**

L'étude d'impact traite des effets sur la santé en concluant que les populations ne sont pas exposées à des risques particuliers induits par les activités de la carrière.

### **III.8. Impact paysager**

L'impact paysager du projet sera limité. Pour limiter la perception du site en cours d'extraction, l'exploitant a prévu de mettre en place un merlon végétalisé en périphérie Nord-Ouest, Ouest et Sud du site qui sera doublé d'une haie végétale sur la partie en regard des habitations les plus proches.

### **III.9. Remise en état**

La remise état de la carrière consiste en la création d'une dépression régulière avec un comblement partiel du fond de fouille et du talus principal au moyen de matériaux inertes. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction et de comblement, la terre de découverte sera remise en place pour permettre une remise en culture.

Les talus périphériques, après exploitation, présenteront un profil en pente douce ( $< 30^\circ$ ).

### **III.10. Garanties financières**

Les garanties financières ont été calculées sur la base du calcul forfaitaire du montant de référence tel que défini dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004. Le pétitionnaire a prévu l'exploitation du site et sa remise en état sur 2 phases regroupées en deux périodes quinquennales.

## **IV. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES - PROPOSITIONS**

Compte tenu des résultats de la procédure eu égard aux avis exprimés qui sont tous favorables parfois assortis de remarques que le pétitionnaire a pris en compte, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société LAMBERT TTP sur le territoire de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la CDNPS, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'Inspecteur des Installations Classées

Vu et transmis avec avis conforme  
à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher  
Pour le directeur et par délégation  
Le chef de la 2<sup>ème</sup> subdivision du Loir-et-Cher